



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article58>

Déportés et passif humanitaire

Que proposent les candidats à la présidentielle ?

- Z - Archives - Présidentielle 2007 -



Date de mise en ligne : vendredi 16 février 2007

Union des Forces de Progrès

Que proposent aux veuves et orphelins des victimes du passif



humanitaire et aux adolescents mauritaniens nés dans les camps de N'dioum et Dodel ceux qui aspirent aux plus hautes charges de l'Etat ? En cette veille de campagne électorale en vue de la présidentielle du 11 mars 2007, il est intéressant de rappeler leurs positions sur ces questions.

« *Les déportés et le passif humanitaire* ». De 1992, début du processus démocratique, au coup d'Etat du trois août 2005, ont été les sujets mobilisateurs, entre autres, de l'opposition traditionnelle à Ould Taya. Sous « passif humanitaire » se cachent des centaines d'exécutions extrajudiciaires de militaires négro-africains. Les déportés, c'est l'interminable crime des milliers de mauritaniens acheminé sur la rive gauche dans la foulée des événements de 1989 entre la Mauritanie et le Sénégal. Le départ de Ould taya a fait naître chez les victimes et leur ayants droit un immense espoir. Il s'est vite dissipé. Le CMJD a botté en touche. « Nous n'avons pas la légitimité requise pour nous attaquer à ces problèmes. Ils doivent être pris en charge par des autorités démocratiquement élus. » Ont dit les militaires. Malgré l'insistance de certains partis politiques, des veuves et du FONADH, le CMJD a maintenu sa position. Nouvelle désillusion. Mais aussi nouvel espoir pour les victimes. Elles se sont dites « Comme nous avons attendu pendant 15 ans. Nous pouvons laisser passer les 19 mois de transition pour que nos problèmes soient traités. » Que proposent aux veuves et orphelins des victimes du passif humanitaire et aux adolescents mauritaniens nés dans les camps de N'dioum et Dodel ceux qui aspirent aux plus hautes charges de l'Etat ? En cette veille de campagne électorale en vue de la présidentielle du 11 mars 2007, il est intéressant de rappeler leurs positions sur ces questions.

Mohamed Ould Maouloud, candidat de l'UFP

Au sujet des déportés et du passif humanitaire, voici ce qu'à dit, dans une interview à Nouakchott Info, Mohamed Ould Maouloud, Président et candidat de l'UFP à la présidentielle de mars 2007 : « Par rapport à ces questions, il y a eu une évolution positive. Elles étaient soulevées dans un esprit de contestation du fait de l'attitude du régime déchu. Aujourd'hui, nous en parlons dans la perspective de trouver des solutions. Les deux démarches sont différentes. Il est possible aujourd'hui de résoudre ces problèmes dans le cadre d'un gouvernement soucieux de l'implication de tous dans la recherche de solutions. Il existe une réalité nouvelle se traduisant par un véritable consensus. Ce ne sont plus des questions qui préoccupent seulement l'UFP ou tel ou tel autre parti. La nécessité de les résoudre recueille l'assentiment de tous. Tout le monde admet aujourd'hui qu'il y a eu de très graves problèmes dont l'unité nationale a beaucoup souffert. Il est possible donc de rechercher les solutions sans chasse aux sorcières, sans règlement de compte. » Quelques mois auparavant, en réaction à l'un de nos articles, le premier vice-président de

L'UFP avait écrit : « Le traitement du passif humanitaire : Nous avons estimé que la question est essentielle et proposé qu'au cours de la transition les aspects relatifs aux conséquences et aux séquelles des événements de 1989-1991, puissent être traités : organisation du retour des réfugiés, questions relatives aux fonctionnaires et militaires victimes de tueries et autres formes de répression, etc. »

Ahmed Ould Daddah, candidat du RFD

Le président et candidat du RFD à la présidentielle du 11 mars 2007, Ahmed Ould Daddah, au cours d'une conférence de presse tenue le 20 novembre 2006, s'est prononcé en ces termes : « Le premier objectif du RFD, c'est l'unité de la Mauritanie et, il n'y a pas d'unité sans équité, sans prise en compte des droits de chacun. Le RFD a toujours eu une position claire sur ces problèmes. Tout mauritanien a un droit inaliénable de revenir en Mauritanie, un droit inaliénable de bénéficier de tous ses droits et d'être traité comme un citoyen à part entière. Donc c'est une priorité parmi nos priorités. Encore une fois, tout déporté mauritanien aura ses droits et tous ses droits. » Au sujet du Passif humanitaire, le leader du RFD a laissé entendre que « la position de son parti est de rechercher la réconciliation nationale avec les familles et les ayants droits des victimes. » Pour lui « Compte tenu de la culture et des usages de la Mauritanie, cette réconciliation se fera. » Il ne s'agira pas, a-dit Ahmed Ould Daddah, d'une réconciliation superficielle, d'un traitement de circonstance mais d'une réconciliation des cœurs qui permettra à la Mauritanie, dans l'équité et la justice, la cohésion nationale de fermer définitivement et de façon consensuelle, ces questions. »

Sidi Ould Cheikh Abdallahi, candidat du Mithaq

Le candidat du Mithaq, Sidi Ould Cheikh Abdalla est allé un peu plus loin en ébauchant une méthode pour le retour des déportés. Dans une interview au quotidien sénégalais, Walfadjiri, il a déclaré : « Mon souci majeur sera de rassembler. Et pour rassembler, il faut que je fasse prévaloir des solutions consensuelles. Je ne crois pas que la bonne solution à quelques-uns des problèmes de notre pays puisse être obtenue en faisant valoir le rapport des forces. Les solutions que nous devons rechercher devront être, autant que possible, des solutions consensuelles. Cela veut dire qu'en ce qui concerne le passif humanitaire, nous avons des veuves et des orphelins qui ont pâti de ces événements douloureux et qu'il faudra mettre dans une situation honorable. Pour ce qui est de la question, parfois posée, de savoir si des jugements vont être faits, je voudrai dire deux choses : la première est que je suis totalement pour la justice et l'application de la justice, mais la deuxième est que, pour moi, si je devenais le président de ce pays, j'aurais à cœur d'examiner chaque question par rapport à ce qui me semblera assurer le mieux l'intérêt national, la stabilité et la concorde. Par conséquent, les décisions pratiques, en cette matière, seront prises en prenant en considération ces deux éléments. Pour ce qui est des déportés, je ne pense pas qu'il puisse y avoir beaucoup de difficultés à résoudre ce problème. Tous ceux qui sont mauritaniens ont tout à fait le droit, et nous l'obligation de leur permettre de rentrer chez eux. Ce que je viens de vous dire, a été dit par le passé. Mais sur le plan pratique, cela n'a pas pu conduire à une vraie solution, du fait que l'administration mauritanienne exigeait des papiers que les personnes concernées disaient avoir laissés en Mauritanie. Sur ce plan-là, les choses pourront être réglées. Dans les sociétés africaines, tout le monde connaît tout le monde, et il n'y a pas quelqu'un originaire d'un village que les villageois ne connaissent pas. Il s'agit de faire confiance aux gens. Des commissions administratives pourraient, sur la base de cette confiance, faire appel à des imams ou à des notables. L'on parle aussi pour la résolution de ce problème d'un retour groupé officiel. Réellement, je ne connais pas très bien les raisons de cela et je ne sais pas très bien en quoi cela permettrait d'assurer la sauvegarde des intérêts de ces populations. En tout cas, je reste ouvert par rapport à l'examen de cette question. Ce qui est important, c'est de créer les conditions d'un retour honorable de tous ceux qui ont fait la preuve de leur mauritanité, soit par des papiers soit à travers la procédure dont je vous ai parlé, et s'assurer qu'ils recouvreront leurs droits. »

Le projet des FLAM Rénovation

Que proposent les candidats à la présidentielle ?

Enfin, les FLAM Rénovation, dans leur projet de proposition de retour des déportés, rendu public en novembre 2006, ont recommandé la mise en place d'une Commission nationale pour le retour des déportés (CNRD). Cette CNRD sera composée de personnalité connue pour leur intégrité, des représentants de l'Etat, des déportés, de la société civile qui travailleront sous l'égide d'un chargé de mission auprès du président du CMJD. Cette CNRD aura pour tâche, selon les FLAMR, de proposer un plan d'actions et de recherche d'appuis humains et financiers auprès d'organismes nationaux et internationaux. Le projet des FLAMR visait un retour pendant la période de transition mais on peut penser qu'il reste valable.

Que proposent les ayants droit

Dans ces propositions, et dans bien d'autres, reviennent souvent « solution tenant compte de l'unité nationale » « pas de chasse aux sorcières » « solution garantissant la stabilité » La non chasse aux sorcière, est-ce pour rassurer ou une réelle volonté d'apaisement ? Est-ce un règlement autre que la voix processuelle ? Est-il possible de faire la lumière sur ce qui s'est passé sans rouvrir les dossiers ? Sans situer les responsabilités ? Certains parlent de pardon. Qui doit pardonner ? Au nom de qui ? En quoi le rétablissement de la vérité sur ce qui s'est passé pourrait être source d'instabilité pour la Mauritanie ? Le péril de l'instabilité et de la division que pourrait susciter le règlement de cette question est tellement martelé qu'on a l'impression que s'y attaquer pourrait entraîner des manifestations d'hostilité. Il apparaît entre les lignes de certaines déclarations que l'option d'un procès est écartée. Que ceux qui ne veulent pas juger, prennent, au moins, le courage de dire aux veuves et orphelins des victimes là où sont enterrés les morts et comment ils ont été tués. Pourquoi ils l'ont été ? Pour les déportés, où c'est le retour organisé, où c'est le traditionnel « tout mauritanien est libre de revenir chez lui » ? Les grands discours sur l'unité nationale, on en a plein les tympans. Ce qui est demandé aux candidats à la présidentielle de mars 2007, c'est des réponses claires à toutes ces questions, sans esquives. En attendant, ce que les veuves veulent, tout le monde le sait. C'est ce que Maimouna Alpha Sy, la secrétaire générale de leur collectif a dit, le 28 novembre 2006 au cours d'une journée à la mémoire des pendus d'Inal. Elle avait dit « Depuis 16 ans, des bébés devenus adolescents, des enfants devenus adultes, cherchent une tombe sur laquelle épancher leur douleur et dire leurs prières. Ils ne demandent que vérité, justice réparation et réconciliation. »

Khalilou Diagana khalioubi@yahoo.fr